

19 juillet 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les interventions militaires françaises en Afrique, à N'Djamena le 19 juillet 2014.

Madame, Monsieur les ministres,

Madame l'Ambassadrice,

Mon Général,

Messieurs, Mesdames, les officiers, sous-officiers, militaires du rang,

Mesdames, Messieurs,

Je tenais à l'occasion de cette visite d'Etat au Tchad, à aller à votre rencontre, à vous parler, à vous dire ce que nous voulions faire de nos dispositifs militaires en Afrique de l'Ouest. Ceux que vous servez depuis des mois et parfois, pour beaucoup d'entre vous, depuis des années.

Si je regarde l'histoire, l'armée française, elle est présente au Tchad depuis des décennies.

Presqu'au lendemain de l'indépendance, il y a eu appel aux forces militaires françaises, donc à la France, pour venir en soutien de la sécurité du Tchad.

Les années 1970, particulièrement tumultueuses, avaient justifié bon nombre d'opérations. Puis, ensuite, plus tard, en 1986, ce fût l'opération « Epervier ». Nous y sommes encore d'une certaine manière. Il s'agissait à l'époque d'épauler le Tchad, qui était sous la menace d'une invasion libyenne, nous n'en sommes plus là. Et en même temps, il y a suffisamment de signes, d'informations sur la présence de groupe terroriste en Sud-Libye, pour que nous puissions prendre en compte la réalité de cette menace.

Dans les années 2000, c'est la situation au Soudan qui avait fait craindre son extension, ici, au Tchad. Et aujourd'hui, encore les crises du Darfour, ce qui se passe au Soudan du Sud, justifie votre présence.

De la même manière, en Centrafrique, il y a eu souvent appel aux forces stationnées à N'Djamena, pour venir régler les différents conflits qui pouvaient séparer les acteurs centrafricains.

A l'ouest, il y a la menace de Boko HARAM au Nigeria. Et je l'évoquais, au Nord, il y a la frontière avec le Sud libyen. Toutes ces raisons justifient que vous soyez présents.

Mais néanmoins, vous serez présents d'une autre façon que par le passé. Les forces françaises doivent s'adapter. Vous avez rempli ce que l'on appelle une mission de réserve d'intervention pour la région. Je m'en souviens très bien et notamment de votre capacité à vous déployer.

Lorsqu'il s'est agi de déclencher l'intervention au Mali, au début de l'année 2013, lorsque sur la proposition du ministre de la Défense, du Chef d'Etat-Major, il fallut que je décide de l'engagement des forces, pour arrêter des terroristes, c'est vous, c'est d'ici, de N'Djamena que sont partis les avions qui ont permis d'obtenir les premiers résultats. Je sais donc ce que la France vous doit et le Mali plus encore.

De la même manière, lorsqu'il a fallu intervenir en Centrafrique, c'est également de N'Djamena qu'ont été mobilisés des unités du Groupement Terre, pour qu'il puisse y avoir les premiers engagements.

Mais revoir le dispositif militaire en Afrique, pourquoi donc si cela a si bien fonctionné jusqu'à présent? Parce que la menace s'est diffusée, s'est multipliée. Parce que nous devons maintenant répondre à des défis qui sont ceux de la rapidité, de la mobilité, de l'efficacité et de le faire avec de nouveaux moyens

de nouveaux moyens.

D'abord, les fondements de notre présence ici, ce n'est plus d'assurer la sécurité du Tchad. Le Tchad, son armée, j'étais avec le Président DEBY aujourd'hui, est en pleine capacité, en pleine souveraineté pour protéger ses frontières et pour assurer sa défense. Il ne s'agit donc plus de cela.

De la même manière, le Tchad a été capable de s'associer à nous pour des opérations de projection. J'ai évoqué le Mali, où il a perdu, le Tchad, plusieurs dizaines de soldats. J'ai évoqué la Centrafrique, où le Tchad est allé avec nous, puis a jugé nécessaire de se retirer, en pleine souveraineté. Donc, l'idée maintenant de votre présence, du dispositif militaire français en Afrique de l'Ouest, ce n'est pas simplement la sécurité des pays qui nous accueillent, parce que ces pays-là doivent assurer eux-mêmes leur défense. Nous, la France, nous devons les accompagner, les former, parfois les encadrer, et leur donner un certain nombre d'information ou de matériel, dont ces pays ne disposent pas.

Nous en avons décidé ensemble, les pays africains et la France, lors d'un sommet que j'avais organisé à la fin de l'année 2013, que l'on a appelé le « Sommet de l'Elysée », parce que cela se tenait là, qu'il devait y avoir une autre manière d'agir, que maintenant, c'était aux Africains de constituer des forces d'action rapide et en même temps à nous,, Français, je devrai dire aussi, Européens, puisque l'Europe veut également s'engager dans cette direction, à nous de leur permettre d'être les plus efficaces possible.

Mais, nous avons aussi nous même à nous protéger, parce que, comprenons-nous bien, les menaces qui frappent les pays africains, notamment, ici, au Sahel, ce ne sont pas des menaces simplement qui concernent l'Afrique, on voit bien que cela peut concerner nos propres ressortissants. Il y a eu des enlèvements, il y a eu des otages. J'étais hier au Niger, c'était là qu'il y avait eu plusieurs otages qui avaient été capturés, quatre d'entre eux détenus trois ans, et nous ne les avons libérés que très récemment.

C'est à Niamey qu'il y avait eu l'enlèvement de deux jeunes qui étaient dans un café, un restaurant et ensuite qui ont été tués, au moment où nous cherchions à les libérer.

Donc, nous protégeons nos ressortissants et je peux en citer d'autres, au Mali, deux journalistes, près de Kidal qui ont été tués. Donc, nous protéger ici, c'est protéger nos ressortissants, cela c'est déjà un premier aspect. Mais ensuite, si nous laissons les terroristes prospérer dans cette partie-là du continent africain, il y aura des conséquences aussi en Europe et en France. Prenons un exemple, lorsqu'il se passe depuis trois ans une guerre, il s'agit bien de cela, en Syrie, qui maintenant se diffuse en Irak, que constate-t-on ? Qu'il y a des jeunes Français, pas simplement des jeunes Français, des jeunes de tous pays qui vont combattre en Syrie, qui reviennent avec des images de guerre, de violence et qui peuvent à un moment déclencher des attentats, cela s'est produit, avec ce qui a été fait à Bruxelles. C'était un musée de la culture juive et c'est ce musée-là qui a été frappé, par un homme, le procès en dira davantage, qui avait été jusque-là en Syrie. Donc, nous nous protégeons en étant ici, vous nous protégez.

Alors, je l'ai dit, nous voulons redéfinir la mission. De quoi avons-nous besoin, de renseignement, de transport, d'appui aérien, également de pouvoir déclencher des actions ciblées et c'est ce que vous êtes prêts à faire, ici, à N'Djamena, comme à Abéché, comme à Faya-Largeau. Ce sont ces moyens-là qui nous permettent d'appuyer les forces africaines, par exemple au Mali, la « MINUSMA », mais d'appuyer aussi les armées africaines qui peuvent être confrontées à une situation de crise.

Alors comment nous le faisons ? Au Mali, il n'y aura bientôt que 1000 soldats français présents. C'est assez logique, puisque c'est la « MINUSMA » qui doit prendre le relais. Mais ce que j'ai voulu avec le ministre, avec le Chef d'Etat-Major, c'est que nous puissions réorganiser notre dispositif, pour que des hommes qui n'ayant plus besoin d'être au Mali puissent être mis sur d'autres bases, d'autres lieux pour être encore plus efficaces, pour répondre à tous ces défis. Au total, ce que l'on appelle l'opération « Barkhane », ce sera 3000 hommes. Ce sera sur cinq lieux et je pense que c'était aussi important d'avoir cette organisation sur l'ensemble de la zone Sahel.

Et, nous aurons notre unité de commandement, ici, à N'Djamena.

Une des discussions que j'ai eu ce matin avec le Président DEBY, c'est justement pour permettre que nous puissions organiser sereinement l'unité de commandement qui sera présent, ici, à N'Djamena. C'était bien le moins, nous ne sommes pas ici comme chez nous, nous avons besoin d'avoir des relations fondées sur le respect et le Président DEBY a bien voulu s'associer à ce que nous faisons, en nous permettant d'avoir cette organisation.

Vous avez ici de très beaux avions qui ont montré leur efficacité. Hier, j'étais à Niamey, Mon Général, vous étiez aussi là, et on me faisait la démonstration des drones, avec une habileté qui ne m'est pas apparue inconvenante. J'ai observé deux modèles de drones, un modèle où l'on ne voyait pas grand-chose, et un modèle avec lequel on voyait très bien. Donc, la tentation était quand même de choisir le modèle où on voyait très bien. Sur le plan budgétaire, cela coûte sans doute un peu plus cher, mais c'est plus efficace. Mais en même temps, je ne veux pas dire que le premier modèle ne nous est pas utile et il peut être même, dans un moment de combat, tout à fait précieux.

Donc, il y a un lien entre ce qu'il se passe à Niamey, obtenir des informations, observées et avec une précision extraordinaire, je dis bien extraordinaire. On en arrivait à reconnaître le ministre de la Défense à 10 000 m d'altitude, et pas simplement à cause de sa chevelure, donc il y avait là toutes les conditions pour que ces observations permettent de voir s'il y a des hommes en armes ou pas en armes. Donc, nous avons cet outil.

Mais pour que cet outil soit pleinement efficace, faut-il encore qu'il y ait des avions pour agir et pour avoir une capacité d'intervention. Et bien, c'est cela l'opération « Barkhane », c'est de pouvoir mettre en commun tous nos moyens et d'être organisé au mieux et aussi de faire que nous ayons la meilleure coopération avec les armées africaines.

Donc, le ministre de la Défense, Jean-Yves LE DRIAN, qui je vous l'assure, suit avec beaucoup d'attention, et les opérations extérieures et le respect de la loi de programmation militaire, m'a proposé qu'un commandement centralisé régional soit institué pour diriger et coordonner les opérations, ici à N'Djamena.

Il sera confié, dans les prochains jours au Général FOUCAULT, qui vient de commander pendant une année, les opérations au Mali et je veux saluer devant vous sa clairvoyance, sa compétence, son sang-froid, qui nous ont permis dans des circonstances les plus difficiles de faire face, grâce à vous, et d'observer la réussite de la mission.

Je salue aussi l'action de chacune et de chacun d'entre vous, pour ce que vous faites dans les pays du Sahel : lutter contre les groupements terroristes, appuyer les forces françaises déployées dans la région. Cette mission, vous la remplissez non seulement avec professionnalisme, non seulement avec rigueur, mais avec passion, avec amour pour votre pays, pour le rôle de la France, pour son rayonnement, pour la conception que vous avez de notre défense qui n'est pas pour écraser, qui n'est pas pour soumettre, qui au contraire est une force au service de la paix, au service de la dignité, au service de la liberté. Etre soldat français, c'est toujours servir la liberté et être toujours présent, même quand il faut faire la guerre et vous l'avez faite pour que la paix puisse revenir.

C'est pourquoi, sachez bien que ce que vous faites, ce que vous êtes, dans vos différentes fonctions, que ce soit pour vous, soldats du Groupement désert, pour vous aviateurs du détachement de chasse, de transport, de ravitaillement, pour ceux qui servent les hélicoptères, pour les militaires de la logistique, pour les membres des services, oui tout ce que vous faites est au service de la France, au service des valeurs qui nous rassemblent, au service de la République. Vos familles peuvent être fières de vous, le Chef de l'Etat, le Chef des Armées vous exprime ici, avec le ministre de la Défense et vos chefs, toute notre reconnaissance.

Vive la République et vive la France !